



« 2020 Faire gagner la France »

Groupe de travail « S'inscrire dans la durée »

Synthèse des travaux (juillet 2014)

LE MONDE DE 2020-2030 : DES OPPORTUNITES A SAISIR, DES REPONSES A REDEFINIR POUR LA FRANCE

- Plus que jamais, les Etats poursuivent la défense de leurs intérêts vitaux, combinaison de leur propre évolution démographique et de leur absolue nécessité de maintenir ou d'accéder au « capital ressources » de la planète : nourriture, eau, énergie, minerais, matières premières, capital. Ces interactions provoquent une instabilité systémique qui s'installe dans la durée.
- **La croissance démographique et sa nouvelle répartition** : croissance de la population plus forte qu'attendu avec près de 10 milliards d'habitants en 2050, importance croissante de l'Afrique qui regroupera plus du quart de la population mondiale en 2050, population vieillissante de plus en plus dépendante, ce qui affectera fortement les dépenses de santé.
- **Une évolution corrélative des modes de vie** : 3 milliards de consommateurs supplémentaires en 2030 localisés majoritairement en Asie, urbanisation croissante, infrastructures à décupler, renforcement des métropoles moteur de croissance, investissements massifs dans l'éducation.
- **Une forte tension sur les ressources et sur le capital** : près de la moitié de la population mondiale devant faire face à une pénurie d'eau en 2030, accroissement de 35% des besoins en nourriture en 2030 en inadéquation avec les terres cultivables disponibles, tension croissante sur les minéraux et les terres rares, basculement géostratégique des équilibres dans le domaine de l'énergie avec des approches du changement climatique différenciées sur la scène internationale.

Le récent exemple du brutal recentrage des Etats-Unis d'Amérique, à la fois sur le plan énergétique et sur celui de la défense, qui n'infléchit pas pour autant leur volonté de contrôle économique, démontre que la multipolarité du monde est incertaine dans sa configuration. Les effets du poids croissant de la Chine sur la scène internationale, notamment en raison de sa capacité à couvrir le spectre global des biens échangés, en constituent un autre exemple. Tout aussi incertaine s'avère la capacité des nouvelles puissances à exercer une responsabilité globale à la hauteur de leur puissance économique alors que les zones et facteurs de tension s'accroissent : revendications territoriales, ressources, instabilité sécuritaire, crise identitaire et religieuse, normes et standards, naissance de nouveaux champs de confrontation comme le cyberspace. Par ailleurs, l'Afrique, qui devrait représenter près de 85% des francophones à l'horizon 2050, de par sa jeunesse démographique, pourrait devenir un pôle significatif de développement économique aux portes de l'Europe.

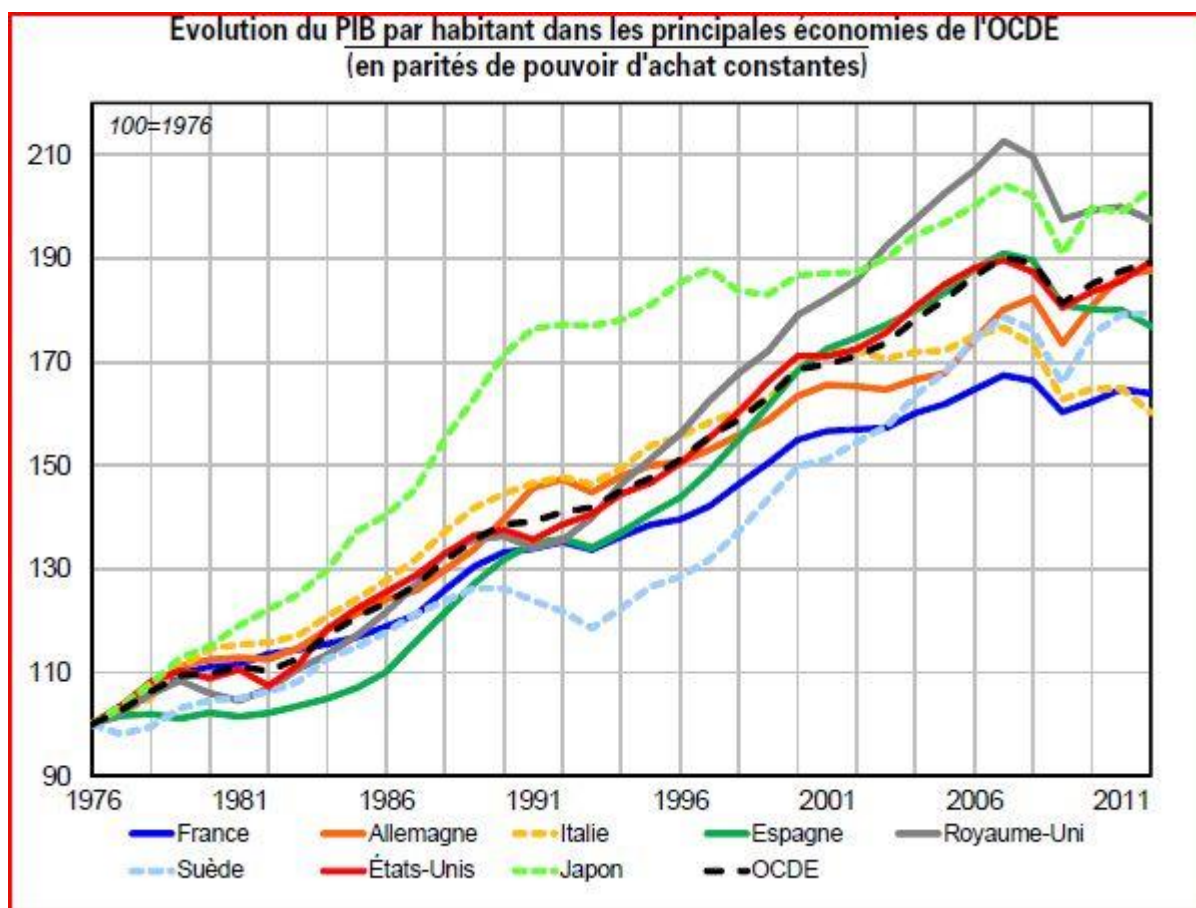
Le monde est ainsi en train de se reconfigurer à grande vitesse tout en découvrant la mesure de ses propres limites. Un monde dans lequel l'Europe peine à émerger en tant que réelle puissance,

capable d'incarner une alternative crédible aux modèles américains et chinois.

- **C'est une image de ce nouvel environnement, de son évolution possible, que dresse le [Rapport des rapports « Quel monde ? Quelles croissances en 2020-2030 ? »](#).** Un objectif qui, s'il appelle dès le démarrage à une grande humilité - tant tous les exercices de projection menés il y a 20 ans, 30 ans, paraissent, aujourd'hui, souvent décalés - n'en reste pas moins essentiel. Les exercices passés n'ont pas « tout prévu » mais ils ont contribué à élaborer une vision, base fondamentale pour mobiliser tous les acteurs économiques. La France, aujourd'hui comme hier, doit savoir s'inscrire dans son nouvel environnement et être un acteur de cette nouvelle dynamique, avec ses caractéristiques propres, en ayant conscience de ses atouts considérables et de ses limites actuelles.

Pour le moment, la France décroche et peine à tirer profit de la mondialisation. Un examen factuel de la situation montre que la France réussit moins bien que ses homologues, ses concurrents.

Ainsi, depuis 1995, son PIB par habitant progresse moins vite que la moyenne de l'OCDE –déficit de 0,5% par an- et que la plupart des grands pays développés à l'exception de l'Italie :



Si nous avons bénéficié de la même croissance économique que l'ensemble de l'OCDE, notre PIB serait supérieur de 10%, nos comptes publics seraient à l'équilibre et nous compterions près de 2 millions d'emplois supplémentaires.

Moins de croissance, c'est moins de pouvoir d'achat, plus de chômage.

➤ **D'autres pays, moins bien lotis, ont connu des destinées beaucoup plus favorables.**

La plus brillante est celle de **l'Irlande**. Alors qu'elle était le pays le plus pauvre lors de son entrée dans la CEE et qu'elle est marginalisée par son insularité, elle affiche désormais le troisième PIB européen par habitant après le Luxembourg et l'Autriche. La réussite irlandaise s'explique par une véritable stratégie de développement économique. L'industrie irlandaise est, en poids relatif, deux fois plus forte que l'industrie française (24,5% de la valeur ajoutée totale contre 12,5%).

L'exemple irlandais –et nous pourrions aussi mentionner la Suisse, l'Allemagne, la Suède, ...- n'est pas transposable mais il montre qu'il n'y a pas de fatalité et que chaque pays a son destin en main.

Nos atouts, nous les gâchons souvent par des représentations collectives erronées.

Alors qu'aucun secteur économique n'est aussi déterminant pour la richesse des nations, la puissance de notre industrie rapportée à la valeur ajoutée totale est devenue la plus faible d'Europe, juste devant Chypre et le Luxembourg. L'industrie ne représente plus que 12,5 % de la valeur ajoutée totale en France, alors que :

- L'industrie procure des gains de productivité élevés qui déterminent la productivité globale du pays, donc sa croissance économique ainsi que le pouvoir d'achat de tous.
- L'industrie assure l'équilibre des balances commerciales des pays dépourvus de ressources naturelles. Elle représente 70% des exportations mondiales hors énergie et matières premières, 71% pour la France.
- Nombre de services sont d'abord des services à l'industrie. La consommation intermédiaire de services représente 80% de la valeur ajoutée manufacturière. Exporter des biens, c'est aussi exporter des services.

L'avenir de l'emploi en France réside dans les services mais sans une industrie forte, sans services exportables, ils ne pourront pas être financés.

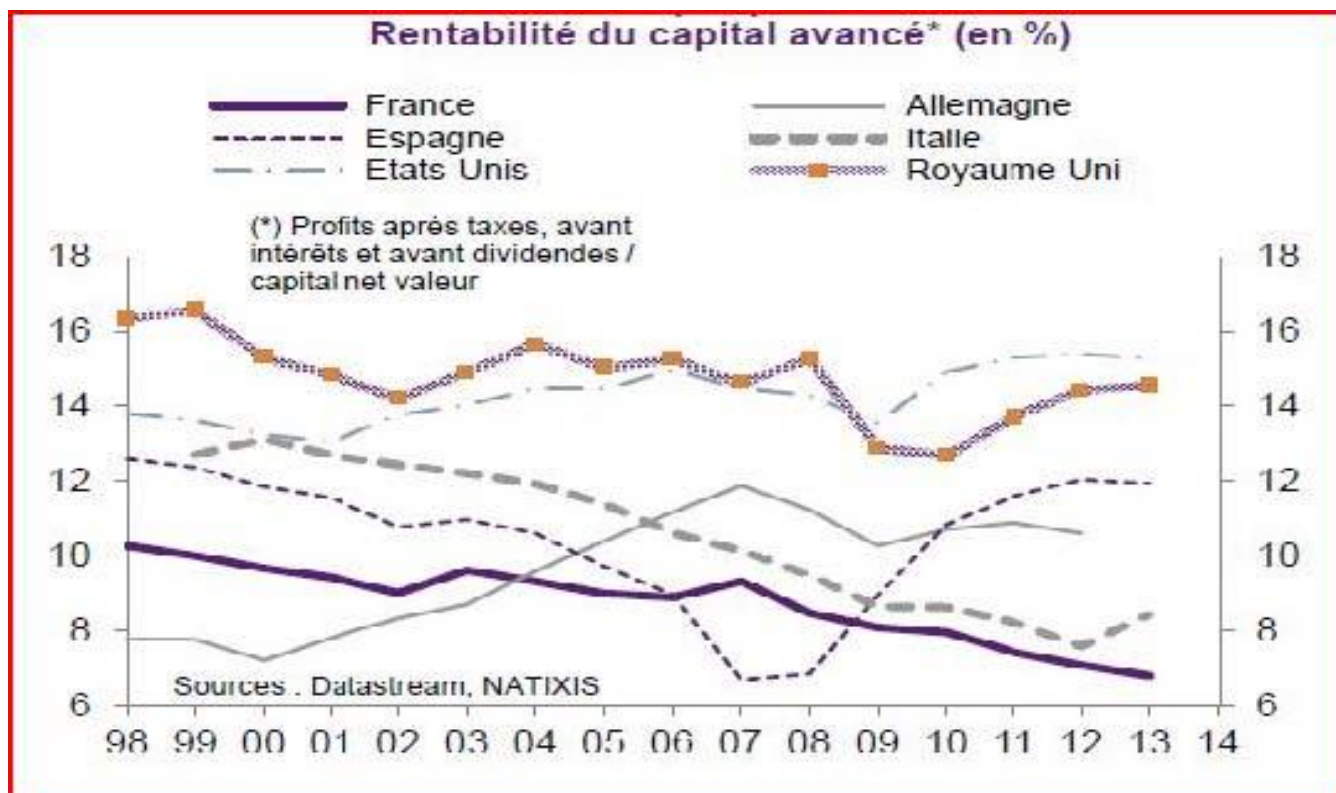
Alors que l'enjeu des compétences devient crucial pour intégrer les ruptures technologiques en cours, malgré un investissement massif et pérenne dans son système de formation, la France est distancée par les autres pays développés :

- dans l'enquête PIAAC réalisée en 2012 dans 24 pays de l'OCDE sur les capacités des adultes à maîtriser des informations écrites ou chiffrées, la France se classe respectivement à la 22ème et à la 21ème place ;
- près de 20% des jeunes français quittent le système scolaire sans maîtriser les savoir de base et le taux d'illettrisme atteint 9,6% chez les jeunes.

L'Allemagne qui était parmi les « mauvais élèves » des tests PISA en 2000 est désormais nettement devant la France : le « choc » lié aux mauvais résultats de 2000 a conduit les acteurs du système éducatif allemand à chercher à comprendre la situation et à améliorer ce système. Moins de 15 ans après, les résultats sont au rendez-vous.

Alors que le taux d'épargne des Français (plus de 15% de leurs revenus, 4000 milliards d'euros d'actifs financiers), **est aujourd'hui un des plus élevés d'Europe, l'économie française manque de capital et l'épargne des français est peu mobilisée pour le financement des entreprises**, contrairement à ce que l'on constate dans la plupart des pays de l'OCDE. L'investissement productif, permettant la modernisation de l'outil industriel, l'amélioration de la qualité des produits et l'industrialisation des innovations, est pourtant la clef de la croissance et de la compétitivité. La

France a accumulé dans ce domaine un retard considérable : selon la BEI, la France est le pays d'Europe qui a le moins investi dans son outil industriel entre 1995 et 2002. Parallèlement, la baisse de la rentabilité du capital investi en France, notamment pour l'investissement productif, est aujourd'hui la plus faible des grands pays développés et se situe à un niveau historiquement bas : de l'ordre de 6% après taxes avant intérêts et dividendes.



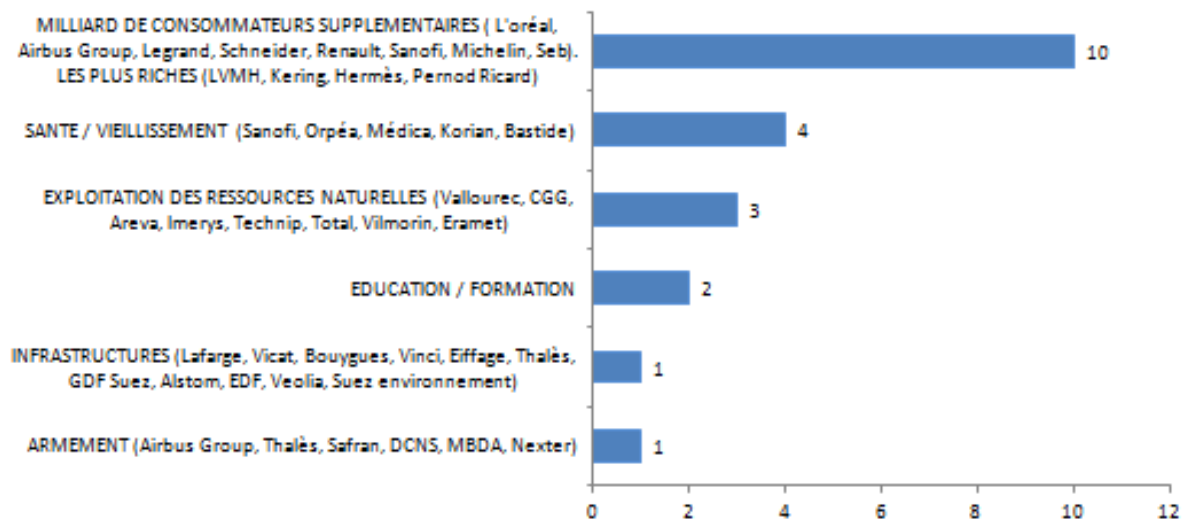
La France compte deux fois moins d'ETI et d'entreprises exportatrices que l'Allemagne : l'INSEE recense environ 4600 ETI en France (soit 4,9% du total des entreprises en France), un peu plus de 3000 en faisant abstraction de celles détenues par des groupes étrangers.

Pourtant, hormis les Etats-Unis, aucun autre pays ne dispose d'autant d'atouts que la France pour réussir dans un monde ouvert, pour tirer profit des grandes évolutions du monde.

La France bénéficie d'une situation géographique privilégiée : une position géographique centrale entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, l'accès à quatre mers, une variété de climats propice au tourisme et à des productions agricoles et agro-alimentaires à haute valeur ajoutée. Elle dispose du 2ème espace maritime mondial.

La France est une puissance qui compte : 5^{ème} puissance mondiale, elle est membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose de l'arme nucléaire et est une des rares nations à avoir une capacité de projection militaire comme l'ont montré les récentes interventions en Afrique et au Proche-Orient. C'est aussi une puissance en termes de « Smart power », avec ses capacités spatiales et satellitaires, et de « Soft power », avec son histoire, sa culture et son positionnement historiquement indépendant au sein de l'alliance occidentale.

La France, c'est une économie de premier plan et innovante : ses grandes entreprises sont remarquablement bien positionnées sur les nouvelles croissances mondiales, dans tous les secteurs économiques qui devraient prioritairement porter l'économie mondiale dans les 15 ans à venir :



Supplément de PIB cumulés d'ici 2020 en milliards de dollars – Source : BAIN

Les entreprises françaises ont en effet massivement investi à l'étranger (le stock de capital investi représente plus de la moitié du PIB français) et les entreprises du CAC 40 réalisent 72% de leur chiffre d'affaires à l'étranger. La France consacre 2,2% de son PIB à la recherche soit plus de 45 Md€. La recherche française est productive et se situe au 4ème rang mondial en termes de ratio dépôts de brevets / dépenses de R&D.

La France, c'est aussi un art de vivre universellement reconnu, un patrimoine, une communauté linguistique vivante et en forte croissance, une tradition d'invention qui lui a donné des positions de leader dans tous les secteurs économiques à un moment ou un autre de son histoire. Elle a toujours su se positionner sur les secteurs d'avenir et reste portée par des choix stratégiques visionnaires.

La France a su historiquement offrir à ses citoyens, et souvent au monde, une vision porteuse d'avenir, dont elle est légitimement fière. Elle a su générer la confiance pour entraîner ses citoyens et aller, collectivement, de l'avant.

L'avenir de la France dépend de sa capacité à appréhender le monde tel qu'il est et tel qu'il pourrait être, à construire collectivement une nouvelle vision partagée, à choisir des caps sur la durée.

Il y a en France une énergie considérable qui ne demande qu'à s'exprimer et la majorité des Français sont prêts à s'engager pour donner ce nouvel élan au pays.

Annexe 1

Composition du Groupe de travail « S'inscrire dans la durée »

• Valérie Derouet	Coordonnateur du Comité Stratégique de la Filière Nucléaire Directeur auprès du Directeur Exécutif Groupe Production Ingénierie EDF – DPI
• Philippe Ansel,	EDF
• Jacques Tournier	Conseiller maître à la Cour des comptes
• Sylvain Vitet	EDF